

PACTE EUROPEEN POUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Pour nous entrepreneurs de France, **si l'Union Européenne n'existait pas il faudrait l'inventer**. Or, elle est aujourd'hui en danger : soit elle se réforme, soit elle risque de disparaître.

Les grandes mutations en cours dans le monde nous obligent à l'unité. Aucun de nos pays ne peut faire face isolément aux conséquences des déséquilibres démographiques, de la nouvelle donne économique et financière mondiale, du changement climatique ou de la révolution digitale. Encore moins assurer la paix et la sécurité pour ses citoyens aux frontières de l'Europe, ni même à l'intérieur. Aucune de nos entreprises ne peut aborder les marchés mondiaux, sans risques, hors du cadre protecteur d'accords de libre-échange négociés par l'Union européenne avec les garanties qu'ils contiennent déjà ou devraient mieux offrir.

Les valeurs qui rassemblent notre famille européenne sont plus nombreuses que les querelles qui nous divisent. Elles sont aujourd'hui menacées par le terrorisme, la xénophobie ou les populismes. Ces valeurs fondent l'action de l'Union Européenne : le respect des individus quelles que soient leurs origines et leurs croyances, la démocratie, la préservation de l'état de droit comme seul rempart contre la barbarie, les vertus de la liberté d'entreprendre et de l'économie sociale de marché. **C'est collectivement que les 510 millions d'Européens doivent apporter une réponse à leurs attentes sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la sécurité et l'avenir de leurs enfants.**

Cette période de grandes mutations est aussi celle d'opportunités sans précédent, pour l'Europe et pour la France en Europe, dès lors que nos entreprises y seront compétitives. Au demeurant, le patriotisme et l'Union européenne ne sont pas antinomiques mais constituent les deux faces d'une même ambition collective : l'Europe ne sera forte que si la France assume la place qui est la sienne dans l'Union et la France a besoin pour rayonner d'une Europe compétitive et solidaire.

Nos entreprises attendent du Président de la République qui vient d'être désigné par les Français qu'il assume pleinement une double ambition européenne :

- *la mise en pratique des principes de liberté d'entreprise, de liberté de création et de liberté d'innovation pour faire de l'espace européen une région du monde encore plus attractive ;*
- *l'adaptation, sans remise en cause du formidable acquis de la construction européenne, des institutions européennes et nationales aux défis du monde d'aujourd'hui.*

Et aussi, qu'il assume les conséquences du Brexit afin de faire de cette décision regrettable de nos amis et voisins une opportunité pour l'Union Européenne. Il ne faut pas gâcher les liens qui unissent nos entreprises avec le marché britannique, ne rien lâcher dans une négociation qui s'annonce ardue, ne pas cacher non plus que le Brexit est la conséquence d'un malaise plus profond qui exige d'engager résolument, la réforme de l'Union Européenne pour garantir son avenir tant qu'il en est encore possible de le faire.

Ces ambitions européennes doivent se traduire au travers de cinq engagements :

Le premier est de renforcer dans notre pays la visibilité et la gouvernance du projet européen.

Rien ne saurait se faire sans l'accord du peuple et de ses représentants. L'équilibre et la pratique des institutions européennes, créées il y a soixante ans, devront sans doute être redéfinis, et d'abord à l'intérieur de la zone euro sur la base d'une vision mieux partagée.

Mais plutôt que de se lancer dès maintenant dans l'élaboration d'un nouveau Traité qui monopoliserait les énergies sur plusieurs années, la priorité devrait être donnée, dans l'immédiat, aux changements de pratiques et de comportements et au lancement de coopérations renforcées. Il est essentiel de réconcilier les différents échelons de légitimité démocratique que sont le Parlement Européen, les Parlements nationaux et les Régions et de mieux les associer aux décisions des exécutifs nationaux et de l'exécutif européen.

Il s'agit de remettre l'Union Européenne au cœur de la vie nationale. Ainsi, dans notre pays, avant chaque Conseil européen, le Premier ministre viendrait présenter devant le Parlement les positions qui seraient défendues et il rendrait compte ensuite des décisions prises. Les ministres concernés présenteraient régulièrement les enjeux des débats du conseil des ministres devant les commissions parlementaires compétentes et rendraient compte des conclusions. La politique européenne de la France ferait l'objet d'un débat annuel suivi d'un vote du parlement français. Ce dernier devrait mieux se saisir des possibilités déjà offertes par les textes pour s'approprier les sujets européens : sur 820 propositions de textes européens transmis aux Assemblées en 2016, celles-ci ont adopté 40 résolutions. Enfin le Premier ministre lui-même serait en charge des affaires européennes parce que elles ne sont plus désormais un sous-produit des affaires étrangères mais bien des affaires intérieures qui concernent tout un chacun dans sa vie de tous les jours. Cela permettrait un meilleur alignement des pratiques politiques et administratives avec l'appui d'une équipe dédiée importante en contact direct avec le monde économique.

A terme, une Convention, rassemblant les représentants des gouvernements des Etats-membres, du Parlement européen, des parlements nationaux et des collectivités territoriales d'Europe, devrait être mise en place afin de proposer les modifications indispensables pour renforcer la gouvernance démocratique de l'Union.

Le second est celui de la définition et de la protection des frontières de l'Europe.

Le sujet des frontières longtemps tabou est au cœur des interrogations des Européens. Les limites de l'Union doivent maintenant être arrêtées pour **éviter le caractère anxiogène de l'élargissement permanent**. Des coopérations étroites seraient formalisées avec les pays voisins, y compris demain le Royaume-Uni qui deviendra le plus intégré des pays tiers, chacun suivant sa situation spécifique et sans ambiguïté. Une politique européenne de Co-développement avec le Sud-Méditerranée devrait être définie et mise en œuvre, en commençant par l'approfondissement économique du dialogue 5+5¹. L'Afrique, « nouvelle frontière » de nos entreprises, source de la croissance des années 2020 ferait l'objet d'une stratégie européenne déterminée de coopération et de développement là où cela reste nécessaire.

¹ France, Espagne, Italie, Malte, Portugal/ Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie.

Les frontières de l'Union Européenne seraient défendues par des services extérieurs communs. Une politique d'asile cohérente avec les valeurs européennes serait définie et les voies et moyens du partage de la charge correspondante et des conditions d'accueil seraient déterminés par les 27 pays.

Le troisième sera d'affirmer l'Union Européenne comme une grande puissance économique apte à saisir les opportunités et à répondre aux défis de la mondialisation.

L'Union Européenne est ouverte sur le monde et généreuse de tradition mais elle ne doit pas être offerte. Les conditions de l'échange loyal seraient assurées par la pleine application du principe de réciprocité pour l'accès au marché unique. Concrètement, l'Europe doit se doter d'un arsenal de défense commerciale réellement dissuasif, afin de n'avoir à l'utiliser que dans les cas extrêmes. **La convergence réglementaire mondiale des conditions de mise sur le marché des produits et services serait poursuivie sur la base des valeurs exprimées par les réglementations européennes,** chaque fois qu'elles traduisent, à la fois, un haut niveau de protection des consommateurs et de préservation de l'environnement tout en permettant l'innovation. Non aux dumpings de toute sorte, qu'ils soient fiscaux, sociaux ou réglementaires. Oui à la responsabilité des entreprises et à la diffusion des meilleures pratiques au lieu des seuls prix bas qui sont un leurre pour les consommateurs et destructeurs pour les citoyens.

Le quatrième est celui de la mise en place à vingt-sept d'une Europe de la valeur ajoutée collective au service des deux grandes priorités de nos concitoyens que sont la sécurité et l'emploi de demain.

L'Union Européenne concentrerait son action sur les domaines pour lesquels la valeur ajoutée de l'action collective est la plus évidente. Cela exige que priorité soit donnée aux programmes que nous réaliserons mieux et plus vite ensemble que seuls : défense européenne commune ; achèvement du marché unique par la mise en œuvre des quatre libertés de circulation des biens, des services des capitaux et des hommes ; mise en place résolue d'une politique européenne de l'énergie, de la recherche et de l'innovation, du numérique ; formation des jeunes et développement d'une ambitieuse politique d'apprentissage dans notre pays et au niveau européen en facilitant la mobilité des apprentis.

Au-delà, la subsidiarité devrait devenir la règle d'or de l'Union au lieu d'en être le parent pauvre d'une machine à broyer les différences. La politique européenne de la concurrence devrait être ajustée afin de ne pas retenir le prisme unique des prix bas sur les marchés dits « pertinents » pour favoriser aussi l'association de leaders européens aptes à affronter le marché mondial.

La France sans usines ou l'Europe sans usines n'aurait aucune chance dans la compétition mondiale. Exceller dans les Services ou embrasser la révolution digitale n'est aucunement contradictoire mais bien au contraire complémentaire de cet objectif industriel. Nous demandons un environnement favorable à l'industrie et qui permette le développement d'une offre compétitive, qu'il s'agisse de l'accès aux matières premières, notamment à l'énergie sûre et bon marché, des réseaux de transport, d'un cadre législatif et réglementaire social ou fiscal, de celui de l'innovation et de la propriété intellectuelle. Il ne s'agit pas de brader les valeurs qui sont les nôtres mais bien au contraire de les promouvoir dans les accords internationaux.

Le cinquième est celui de l'intégration renforcée de la zone euro.

Le signe le plus tangible de changement serait la mise en place d'un Parlement de la zone euro, établi dans la plénitude de ses fonctions législatives et budgétaires, y compris dans celle de lever l'impôt. **Le choix de l'euro nous engage en effet dans une gestion partagée de notre souveraineté économique.** Celle-ci exige d'avancer progressivement mais sûrement vers une convergence budgétaire, fiscale et sociale. La gestion raisonnée des finances publiques ne se réduit pas à un exercice de rigueur mais bien à une approche réaliste comprise par tout un chacun : *on ne peut dépenser durablement plus que nous gagnons.*

La convergence fiscale devrait se faire progressivement par l'harmonisation des assiettes des impôts et taxes qui frappent les entreprises et par la convergence des taux autour de la moyenne. La convergence sociale porterait sur les droits fondamentaux et les valeurs défendues par les Européens. Il n'est pas question de nier la capacité des Etats à décider de leur modèle social. Il s'agirait de s'assurer, d'une part, que les droits fondamentaux des travailleurs soient également respectés dans toute l'Union et d'accélérer d'autre part la convergence des assiettes et des taux des cotisations sociales afin d'éviter toute forme de dumping social au sein de l'Union. Ces deux convergences se traduiraient dans un Code européen des affaires

D'ici là, la première urgence est de renforcer le Mécanisme Européen de Stabilité afin d'être prêt à assumer les conséquences d'une éventuelle nouvelle crise.

X
X X

Ces cinq orientations sont indivisibles. L'Union Européenne ne survivra que si elle apparaît comme celle qui les prend, les favorise ou les permet, dans le respect de chacun des Etats qui la compose. Elle ne s'imposera que si nos concitoyens sont persuadés que leurs enfants vivront demain mieux dans l'Union qu'en dehors d'elle. Il y donc urgence. Le Président, le gouvernement et la représentation nationale doivent sans délai prendre à bras le corps le renouvellement de l'engagement de nos pères il y a soixante ans. Les noces de diamant se célèbrent, mais encore faut-il extraire de la pierre précieuse les crapauds pour lui rendre toute sa pureté !